



Edito

De multiples évènements ont été organisés en Europe le lundi 24 février, jour du troisième anniversaire de l'offensive russe en Ukraine et de nombreux dirigeants européens ont fait le déplacement à Kiev pour marquer leur soutien au peuple ukrainien. Ce numéro s'ouvre sur un article de Colette Modion qui fait le point sur trois années de guerre pour l'Ukraine. Beaucoup de liens se sont tissés entre citoyens européens et ukrainiens durant cette période et les actions de solidarité se poursuivent. La rubrique « l'Europe près de chez vous » en présente un témoignage avec la création dans la Loire de l'association « une piste en avant » dont l'objet est d'apporter un soutien aux athlètes privés de matériel d'entraînement. Également dédiée à l'Ukraine notre rubrique lecture vous invite à découvrir un roman graphique, occasion d'une réflexion sur les rapports difficiles entre cultures russe et ukrainienne.

Dans un contexte où les États de l'Union européenne s'interrogent de plus en plus au sujet de leur défense, Michel Lefrançois souligne les questions posées lors de la conférence de Munich sur la sécurité qui s'est tenue les 14-16 février. Il nous apporte quelques éclairages concernant les contributions respectives en matière de défense de l'UE et des États Unis au profit de l'Ukraine et de l'OTAN.

Vous pourrez également lire comment Mario Draghi a tenu devant le Parlement européen à actualiser les préconisations de son rapport sur l'UE pour intégrer les conséquences de « l'ère Trump » en invitant les États membres à s'engager dans les réformes et dans l'innovation.

Innovation et Intelligence Artificielle étaient justement le thème de la conférence du député européen Sandro Gozi organisée devant les étudiants ingénieurs de l'ISPT de St Etienne en ce mois de février. Pierre Mandon était là et nous présente les pistes de réflexion dégagées à cette occasion.

Vous lirez également pourquoi l'ONG Bloom a, à la suite de l'enquête qui a révélé la présente importante de mercure dans nos boîtes de thon, saisi la Commission européenne et lancé une pétition pour que de nouvelles dispositions de sécurité soient rapidement mises en place afin de protéger la santé des consommateurs.

Marthe-Claire PORTRAN



24 février 2022 : la guerre aux frontières de l'Europe

L'histoire et les rapports entre l'Ukraine et la Russie, l'Union soviétique puis la Russie à nouveau, ont toujours été marqués par les questions de l'identité ukrainienne et des limites de son territoire, du XIV^{ème} siècle à nos jours. L'effondrement de l'URSS, en 1991, en est un des épisodes, en permettant ainsi l'indépendance de ses États membres, dont l'Ukraine.

La révolution orange en 2004, les négociations engagées par le gouvernement ukrainien dès 2005 pour un rapprochement avec l'Union Européenne, l'annexion de la Crimée en 2014 et les violences de la place Maidan cette même année, constituent autant d'éléments annonciateurs du conflit «... de l'opération spéciale destinée à dénazifier le pays » (propos de V.Poutine).

L'édito	1
La guerre aux frontières de l'Europe	1-2
UE - OTAN - UKRAINE	3-4
IA et métiers d'ingénieur	5
Trop de mercure dans nos boîtes de thon	6
Mario Draghi actualise	7
L'Europe près de chez vous	8
Idées lecture	8

Découvrir les coulisses du pouvoir... de l'Union européenne" grâce à la bande dessinée ...

A l'occasion de la 28^{ème} fête du livre de Montbrison
Kokopello
présente son livre
La Tour de Babel



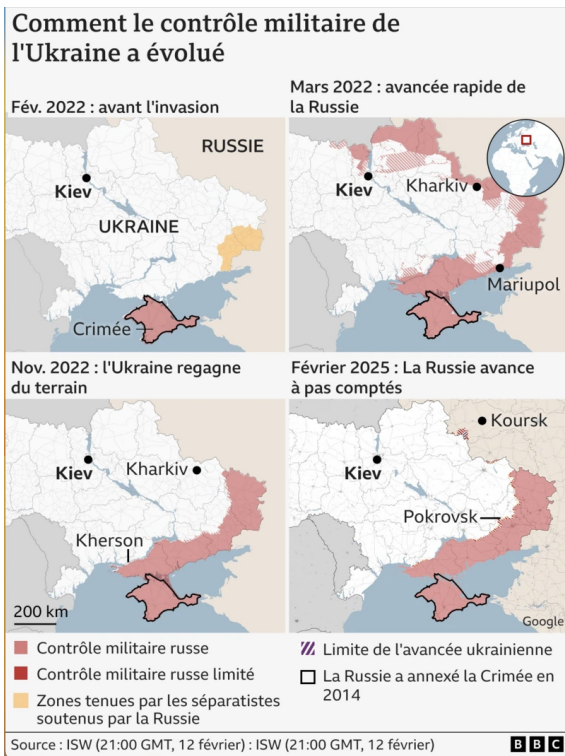
Vendredi 21 mars – 18h
Centre social
Entrée libre

24 février 2022 : la guerre aux frontières de l'Europe (suite et fin)



Admirateur des tsars, comme de Staline, il rêve de reconquérir les territoires perdus au fil du temps, et a lancé pour ce faire, le 24 février 2022, une invasion à grande échelle, en s'attaquant alors aux villes de l'ensemble de l'Ukraine. Alors que des troupes au sol progressent jusqu'à Kiev, et se heurtent à la forte résistance ukrainienne, les bombardements de Kharkiv, puis de la ville portuaire de Marioupol, installent la ligne de front à l'est et au sud du pays.

Depuis, la guerre se poursuit, avec son lot de morts – 12600 civils tués, 29000 blessés, nombres en augmentation de 30 % entre 2023 et 2024-, de prisonniers, de soldats capturés et maltraités, d'enfants déplacés en Russie. Les besoins humanitaires restent à ce jour aussi importants, entre autres en raison des attaques contre les installations énergétiques : 36 % de la population, soit 13 millions de personnes en auront besoin en 2025.



Ce conflit représente par ailleurs la plus grande crise de déplacement depuis la seconde guerre mondiale, avec 10 millions de personnes, dont 3,7 millions en interne. Si près de 4,2 millions sont rentrées chez elles, l'Union européenne a du, dès mars 2022, activer les dispositifs nécessaires à un accueil et une intégration rapides et qualitatifs des familles, principalement femmes et enfants.

Un enfant sur cinq perdu un parent ou un ami proche. Le nombre de jeunes victimes elles-mêmes a augmenté de près de 50 % en 2024, surtout consécutivement aux attaques d'établissements scolaires -1600-, de santé et d'ambulances -2209-. Près de 40 % suivent un

enseignement en ligne. Bien évidemment, de nombreux problèmes de santé mentale en découlent, alors que les moyens manquent.

De même la condition des femmes recule ; elles doivent affronter le sexisme, le chômage, assurer seules l'éducation des enfants. Parmi les déplacées certaines ont subi la traite humaine, phénomène heureusement en forte baisse depuis la mise en place de la protection temporaire et la possibilité d'entrer dans les différents pays de l'UE sans visa.

Trois ans après, l'élection de Donald Trump et son rapprochement avec Vladimir Poutine, interrogent et inquiètent les ukrainiens et l'ensemble des européens, tant les objectifs et les intérêts divergent.

Sur place, les troupes russes gagnent de plus en plus de terrain, même si les ukrainiens déploient des tactiques innovantes et continuent à bénéficier du soutien de l'UE, celui des Etats-Unis étant remis en question depuis le changement de gouvernement.

Volodymyr Zelenski ouvre des perspectives, avec la proposition d'échanges de territoires, refusée par Vladimir Poutine.

Pour l'ONU, « Tout accord de paix en Ukraine doit respecter souveraineté, indépendance, intégrité territoriale du pays, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international ». Une paix juste et durable doit être garantie.

Pour la Russie « L'Ukraine doit être un Etat neutre et démilitarisé, qui ne fait partie d'aucun bloc ou alliance », et notamment pas de l'OTAN. Elle doit se « fédéraliser ». Il s'agit d'obtenir davantage de pouvoir et de territoires, plus que la paix elle-même.

Pour les Etats-Unis, si « le retour des frontières russes à l'identique d'avant 2014 relève de l'irréaliste », ils se disent « prêts à mettre fin au carnage et instaurer la stabilité en Europe », mais sans le président ukrainien autour de la table.

Pour les Ukrainiens, la Russie a souvent violé les accords, il faut donc des mécanismes d'application et des mesures préventives. « La paix ne s'achète pas, surtout au détriment des lois et principes, notamment d'intégrité territoriale et d'égalité humaine ».

Pour les Européens, la paix ne peut se construire qu'avec l'Ukraine, dans le respect des conditions qu'elle pose. Le président Emmanuel Macron, a réuni ses homologues dans cette perspective.



Colette MODION

UE - OTAN - UKRAINE ... des chiffres sur la Défense

« La Conférence de Munich sur la sécurité (MSC 2025 - 14-16 février) a souligné que l'Europe doit non seulement faire face à une Russie hostile et révisionniste à l'Est, mais aussi à la désunion à l'Ouest. Dans un monde façonné par la « multipolarisation », les partisans d'un ordre international fondé sur des principes universels devront investir davantage et forger de nouveaux partenariats pour le défendre.»

Telle est l'introduction du [document résumant les points-clés de la MSC](#).

Les questions fondamentales qui y sont posées demandent des réponses urgentes. Alors, oui ! il existe encore « des [états] partisans d'un ordre international fondé sur des principes universels », et, oui ! des partenariats semblent pouvoir se renforcer voire se construire. Ainsi, assommés que nous avons été, et continuons d'être, par ces « bouleversements outre-atlantique » et ce flot incessant de surprises géopolitiques, ne peut-on pas entrevoir en cette fin février 2025 une Europe qui n'est finalement pas si absente et inopérante qu'on le craignait, en particulier sur le sujet de la Défense.

Une UE pas si absente

Une analyse en date du 18 février sur le [site Ouest-France](#) offre une vue globale du niveau d'aide internationale apportée à l'Ukraine depuis février 2022. On ne peut manquer d'y relever une phrase extraite d'une conférence de presse donnée par le Président Macron ce jour-là : « L'Union européenne et l'Angleterre, c'est [131 milliards d'euros] près de 60% de ce qui a été financé pour l'Ukraine depuis le début de la guerre. Donc on n'a aucune leçon de solidarité à recevoir de qui que ce soit.»

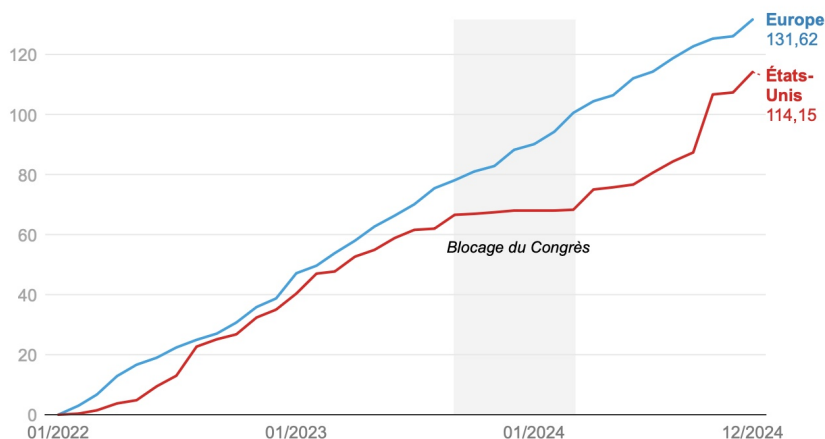
L'analyse nuance bien que « l'aide totale américaine de 114 milliards de dollars (0,5% du PIB) est cependant considérable, et a été déterminante dans la résistance ukrainienne. S'y ajoutent également de nombreux services inconnus ou qui ne peuvent être estimés financièrement (renseignement, communication, etc.). »

Sans oublier toutefois que : « Cet argent, Donald Trump entend désormais le récupérer, via le business. Il propose un accord à Kiev pour mettre la main sur 500 milliards de dollars de terres rares ukrainiennes (titane et lithium), essentielles à l'industrie, notamment dans l'aérospatiale et la production de véhicules électriques.»

Sans commentaires si ce n'est à mettre en regard des principes de l'UE !

L'Europe a versé plus d'argent à l'Ukraine que les USA

Aides cumulées de février 2022 à décembre 2024 (en milliards d'euros)



Europe : Union européenne + Islande, Norvège, Suisse et Royaume-Uni.

Source: Trebesch et al. (2023) - "The Ukraine Support Tracker" - Kiel WP.



Pays	Aide financière	Aide humanitaire	Aide militaire	Aide totale	Part du PIB
États-Unis 🇺🇸	46,6	3,42	64,13	114,15	0,5%
Union Européenne (Commission et Conseil) 🇪🇺	46,38	2,56	0	48,94	~60%
Allemagne 🇩🇪	1,41	3,24	12,61	17,26	0,4%
Royaume-Uni 🇬🇧	3,84	0,9	10,0	14,81	0,5%
Japon 🇯🇵	9,18	1,28	0,0	10,53	0,2%
Canada 🇨🇦	5,16	0,48	2,63	8,28	0,4%
Danemark 🇩🇰	0,12	0,38	7,54	8,0	2,2%
Pays-Bas 🇳🇱	0,72	0,76	5,85	7,33	0,8%
Suède 🇸🇪	0,35	0,37	4,69	5,41	0,9%
France 🇫🇷	0,8	0,6	3,5	4,89	0,2%
Pologne 🇵🇱	0,91	0,48	3,64	5,0	0,8%
Norvège 🇳🇴	0,87	0,64	1,83	3,35	0,7%
Finlande 🇫🇮	0,15	0,22	2,33	2,71	1,0%
Italie 🇮🇹	0,41	0,48	1,37	2,26	0,1%
Belgique 🇧🇪	0,0	0,24	1,58	1,87	0,3%

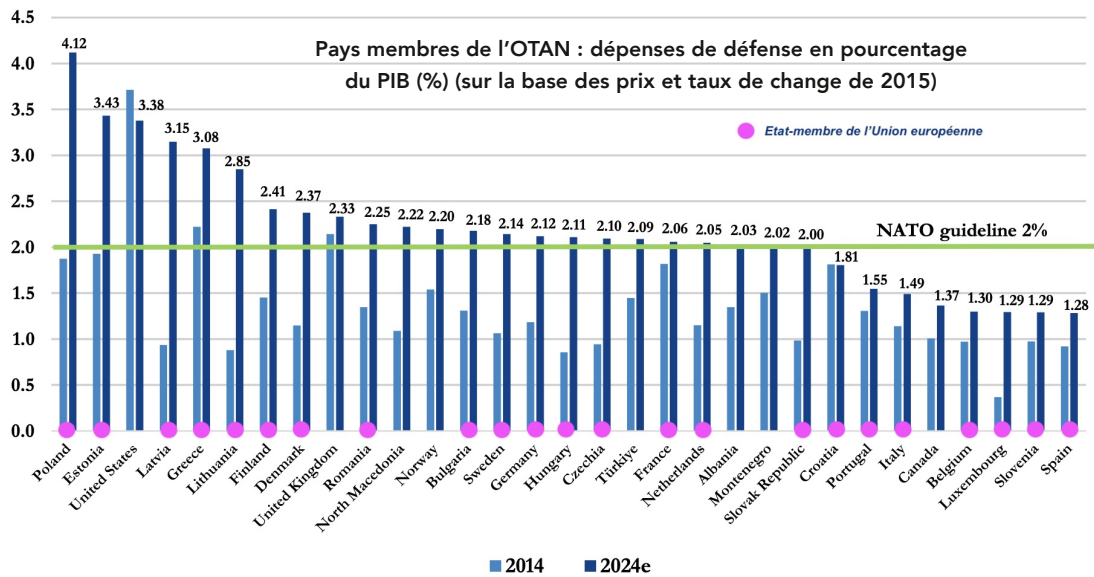
Source: Trebesch et al. (2023) - "The Ukraine Support Tracker" - Kiel WP.



Aides versées du 24 janvier 2022 au 31 décembre 2024, en milliard d'euros, et part du PIB 2021 - principaux contributeurs

Le graphe ci-dessus ainsi que le tableau, issus de [sources sérieuses](#), mettent bien en évidence la contribution très significative de l'Europe au sens large, et plus particulièrement de l'UE au soutien de l'Ukraine.

UE - OTAN - UKRAINE des chiffres sur la Défense (suite et fin)



L'UE dans l'OTAN

23 des 32 pays membres de l'OTAN sont des Etats-membres de l'UE. L'imbrication UE-OTAN est donc très importante, et l'aspect financier est bien-sûr majeur. Sur le site de [Toute l'Europe](#), on trouve une explication très claire du financement de l'OTAN, avec ses 2 catégories distinctes:

-1 le financement direct :

« La quote-part des membres de l'Otan est calculée, sur la base du budget commun [4,6 milliards d'euros] selon une formule prenant en compte le revenu national brut (RNB) des Etats. Elle est fixée pour deux ans. En 2023 et 2024, les principaux contributeurs de l'UE étaient l'Allemagne, avec une participation à hauteur de 15,88 %, la France (10,19 %), l'Italie (8,53 %) et l'Espagne (5,82 %). Les autres Etats membres ont tous une quote-part inférieure à 5 % du budget, voire à 1 % le plus souvent. Les Etats-Unis, qui auparavant avaient la contribution la plus importante, contribuent désormais à la même hauteur que les Allemands : 15,88 % . »

-2 le financement indirect :

Toute l'Europe rappelle que « en 2006, les alliés au sein de l'Otan ont fixé la "règle des 2 %", ce qui signifie que chaque Etat doit consacrer au moins 2 % de son PIB à ses propres dépenses de défense chaque année.».

Noter que ceci représente au total environ 1300 milliards de dollars dont 70% soit 915 milliards de la part des seuls Etats-Unis (estimation à partir des données [World Economics](#)).

Toute l'Europe précise qu' « en 2024, seize des vingt-trois Etats de l'UE membres de l'Alliance atlantique respectaient la règle des 2 %, selon la [CIA](#). Ils étaient seulement neuf en 2023. La Pologne a fourni l'équivalent de 4,1 % de son PIB en dépenses militaires, suivie de l'Estonie (3,4 %) et de la Grèce (3,1 %).

Les Etats-Unis y consacrent quant à eux 3,4 % de leur PIB. »

Un [communiqué de presse](#) publié par l'OTAN à l'été 2024 présente en détail les dépenses de défense des pays de l'OTAN sur la période 2014-2024. Le graphe ci-dessus classe les pays suivant leur degré d'implication en pourcentage. Les pastilles roses que nous avons ajoutées permettent d'y visualiser les 23 pays de l'UE qui sont membres de l'OTAN.

Pour plus de détails, nous suggérons également de rentrer sur le site de l'OTAN via cette [carte interactive](#) particulièrement bien conçue.

Avec ou sans l'OTAN ?

Une évolution significative, à la demande des Etats-Unis, de la règle des 2% semble déjà actée sur le principe. Pour la France par exemple, passer à 3,5% du PIB signifierait 40 milliards d'euros de plus au budget Défense, et 80 milliards de plus à 5%. Équation difficile à résoudre.

Mais ce n'est qu'un élément dans les discussions en cours. La coopération militaire franco-britannique démarrée en 2010, l'arrivée du nouveau chancelier allemand qui peut dynamiser le couple franco-allemand et le triangle de Weimar (Allemagne-Pologne-France), la possible revue des clauses spécifiques européennes qui permettraient d'exclure les investissements de défense du calcul des 3% de déficit autorisés au titre du pacte de stabilité, en sont d'autres.

Comme présenté par Pierre Servent, journaliste et expert en stratégie militaire (France-Inter 25 février), « les Européens doivent se sortir d'une triple dépendance : le marché économique chinois, les ressources énergétiques russes, et la protection militaire américaine. » Donc, sans l'OTAN ?

Michel LEFRANCOIS



L'intelligence artificielle et l'impact sur les métiers d'ingénieur

- Sandro GOZI -



Le vendredi 14 février, l'Institut Supérieur des Techniques de la Performance (ISTP) de Saint-Étienne a accueilli Sandro GOZI pour une conférence portant sur l'intelligence artificielle (IA) et ses impacts sur les métiers d'ingénieur. Député européen, Sandro GOZI a partagé sa vision transnationale et trans-territoriale sur les défis que présente l'IA, tout en encourageant une approche collaborative à l'échelle européenne.

Une approche européenne et transversale

En tant que membre, entre autres, de la Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs, Sandro GOZI a rappelé l'importance du cadre démocratique européen. Selon lui, l'Europe doit offrir une alternative à deux modèles opposés : le « Far West » américain, dominé par des « Big tech » aux pouvoirs quasi illimités, et le contrôle totalitaire exercé par le gouvernement chinois sur les technologies. L'Union européenne, quant à elle, propose une troisième voie visant à encadrer l'IA pour préserver les droits des citoyens tout en favorisant l'innovation.

Un retard à compenser face aux grandes puissances

Interrogé sur le retard technologique de l'Europe face à la Chine et aux États-Unis, Sandro GOZI a reconnu un décalage significatif. Cependant, il reste optimiste quant à la capacité de l'Europe à rattraper ce retard grâce à des investissements massifs. La Commission européenne a annoncé une enveloppe de 200 milliards d'euros, complétée par des fonds privés. La création d'un marché des capitaux européens intégré est pour lui essentielle, pour attirer les investissements et financer des projets d'envergure.

L'IA et la protection des démocraties

L'IA peut représenter une menace pour la démocratie, notamment via la manipulation de l'information sur les réseaux sociaux. Sandro GOZI plaide pour une transparence accrue et la mise en place de mécanismes de vérification des faits, ainsi que pour une régulation plus stricte des algorithmes afin de garantir le pluralisme des opinions.

Il souligne la nécessité de veiller au pluralisme de l'information et sur le développement d'une IA basée sur une diversité culturelle et linguistique.

Consommation énergétique et IA responsable

Un autre enjeu soulevé lors de la conférence concerne l'empreinte énergétique des technologies d'intelligence artificielle. En Europe, une stratégie de sobriété énergétique est essentielle pour développer une IA décarbonée. La France, grâce à son parc nucléaire, pourrait jouer un rôle prépondérant dans la mise en place de solutions durables et efficaces.

L'idéal européen pour l'IA

L'Europe ne doit pas se substituer aux acteurs privés du secteur de l'IA mais doit créer les conditions favorables à leur développement. Sandro GOZI appelle à la mise en place d'un « Open AI européen » afin de structurer un écosystème compétitif et innovant.



L'ingénieur au cœur du développement de l'IA

Enfin, des échanges avec la salle ont porté sur la place de l'ingénieur dans ce nouvel environnement technologique. Sandro GOZI insiste sur l'importance que l'humain demeure au centre du processus de décision et de contrôle, plutôt que de se laisser dicter ses choix par les algorithmes.



Pierre MANDON

Trop de mercure dans nos boîtes de thon !

Dans une enquête publiée en octobre l'ONG française Bloom dénonce un scandale sanitaire avec la présence trop importante de mercure dans le thon en conserve.

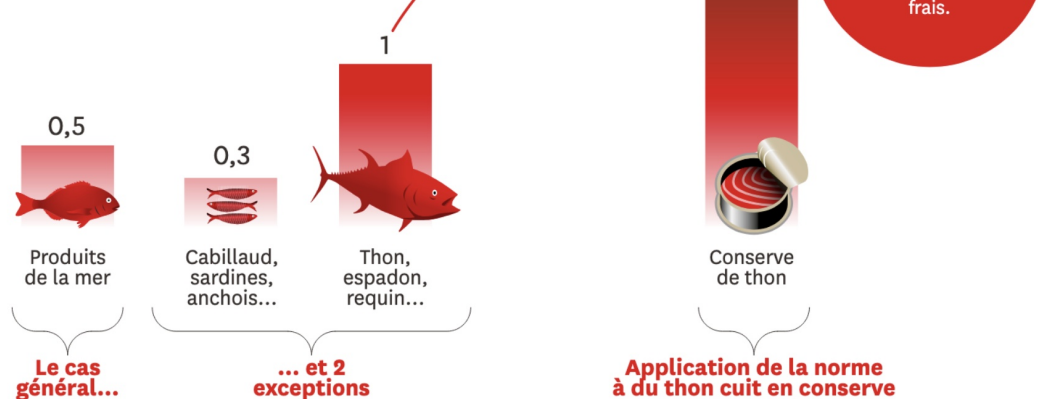
Selon les tests que **BLOOM** a fait réaliser par un laboratoire indépendant sur 148 boîtes de conserve sélectionnées aléatoirement dans cinq pays européens (Allemagne, Angleterre, Espagne, France et Italie): « 100% des boîtes sont contaminées au mercure. Plus d'une boîte testée sur deux (57%) dépasse la limite maximale en mercure la plus stricte définie pour les poissons (0,3 mg/kg) ».

concernant les teneurs maximales pour certains contaminants dans les denrées alimentaires.

Le mercure est classé par l'OMS comme une des substances les plus préoccupantes pour la santé. La [déclaration sur les risques et les avantages](#) de la consommation de poisson publiée en 2015 par l'Agence européenne de santé et les [recommandations de l'ANSES](#), soulignent notamment les dangers encourus par les enfants en bas âge et les personnes fragiles en cas de dépassement de certains seuils de consommation.

Teneurs maximales autorisées en mercure dans les produits de la mer

(mg/kg de poids frais)



Lire l'enquête : <https://bloomassociation.org/wp-content/uploads/2024/12/rapport-Mercure-FR.pdf>

La revue Science et Avenir explique à ce sujet le processus de la contamination. Les particules de mercure présentes dans l'atmosphère lorsqu'elles tombent dans la mer se mélangent à des bactéries et se transforment en méthylmercure, élément encore plus toxique qui est ingéré par les poissons. « Le thon, qui est un "superprédateur", est situé au sommet de la chaîne alimentaire marine. Il ingurgite donc un grand nombre de poissons contaminés au mercure et finit par stocker l'ensemble des éléments toxiques de ses proies. Le méthylmercure est ainsi "bio-amplifié" au fil de la chaîne alimentaire »

Pourtant comme le souligne Bloom les normes fixées par la Commission européenne autorisent une teneur supérieure en mercure pour le thon et ne prennent donc pas en compte les conséquences sur la santé humaine. Cf [Règlement \(UE\) 2023/915](#) de la Commission européenne

Bloom et l'ONG de défense des consommateurs Foodwatch ont lancé une [pétition](#) et appelé la Commission européenne à s'aligner sur la teneur maximale la plus stricte qu'elle a fixée pour d'autres espèces, soit 0,3 mg/kg afin de réduire l'exposition des consommateurs à ce poison. Aucune réponse n'a été pour l'instant apportée à cette demande.

Marthe-Claire PORTRAN



Mario Draghi actualise son rapport sur l'état de l'Union européenne dans « l'ère Trump »



Le 9 septembre 2024, l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, remettait à la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, un rapport sur le futur de la compétitivité européenne. Le rapport souligne le décrochage économique européen du fait d'un ralentissement de la croissance dans l'UE depuis les années 2000 et présente une liste de 170 propositions.

Alors que la Commission européenne doit présenter le 26 février des premières mesures concrètes sur l'allègement du fardeau administratif des entreprises, la baisse du coût de l'énergie et des mesures pour une industrie propre, Mario Draghi est revenu le 18 février dernier devant le Parlement européen sur son rapport en intégrant le contexte de la nouvelle politique américaine.

« Lorsque le rapport a été rédigé, le principal thème géopolitique était l'ascension de la Chine. Désormais, l'UE doit faire face à des droits de douane imposés par la nouvelle administration américaine ... probablement dans les semaines à venir, entravant l'accès à notre plus grand marché d'exportation », a-t-il déclaré, soulignant que « l'augmentation des droits de douane américains sur les produits chinois va réorienter la surcapacité chinoise vers l'Europe, frappant davantage encore nos entreprises »... « le sentiment d'urgence pour entreprendre le changement radical que préconisait le rapport est devenu encore plus grand »

Cette situation « implique de supprimer les barrières internes, de standardiser, d'harmoniser et de simplifier les réglementations nationales, et de promouvoir un marché des capitaux plus équitable » a-t-il rappelé. Il a insisté sur l'importance de « créer les conditions permettant aux entreprises innovantes de se développer en Europe plutôt que d'être confrontées à une alternative impossible : rester petites ou s'installer aux États-Unis » ... « Or à cet égard, nous sommes souvent nous-mêmes notre propre pire ennemi » a-t-il poursuivi alors que « nous avons un marché intérieur de taille similaire à celui des États-Unis ». Il a également insisté sur l'importance de soutenir la recherche et l'innovation et d'inverser « le mouvement de fuite des cerveaux qui a poussé nos meilleurs scientifiques à traverser l'Atlantique ».

Mario Draghi a encore souligné que « la rapidité, l'envergure et l'intensité seront essentielles » estimant que « pour relever ces défis, il est de plus en plus évident que nous devons agir de plus en plus comme si nous n'étions qu'un seul État ».

Après avoir mentionné les atouts de l'UE et rappelé les solutions proposées dans son rapport, sa conclusion invite à la combativité et à l'optimisme : « Nous pouvons raviver l'esprit d'innovation de notre continent. Nous pouvons retrouver notre capacité à défendre nos intérêts. Et nous pouvons redonner espoir à nos peuples. Alors que nous sommes à un tournant de l'histoire de l'Europe, les gouvernements nationaux et les parlements de notre continent, ainsi que la Commission et le Parlement européens, sont appelés à être les gardiens de cet espoir. Il n'y a qu'unis que nous pourrions y parvenir ».

Lire l'[intégralité du discours](#) traduit par la revue le Grand Continent.

Marthe-Claire PORTRAN



Trump brandit la menace des droits de douane

Le mercredi 26 février, le président américain a annoncé l'instauration prochaine de droits de douane de 25% sur les importations européennes aux États-Unis.

Face à cette mesure, l'Union européenne entend réagir sans tarder. Dans un communiqué, la Commission européenne affirme qu'elle ripostera « fermement et immédiatement » pour défendre ses intérêts.

Elle rappelle son engagement à protéger les entreprises, les travailleurs et les consommateurs européens contre des taxes qu'elle juge injustifiées. L'exécutif européen souligne par ailleurs que l'UE, en tant que premier marché de libre-échange mondial, a largement bénéficié aux États-Unis.

L'Europe près de chez vous

Une nouvelle action de solidarité en direction de l'Ukraine.

C'est le sport de haut niveau qui a créé des liens entre Cathy et Frédéric Lebrun, leurs trois filles, et l'Ukraine. Léna, Mahault et Evie pratiquent l'athlétisme au FAC Andrézieux. Au cours d'un championnat d'Europe, en Hongrie, en 2018, lors duquel Léna a été qualifiée, ils font connaissance avec Aleksander, entraîneur ukrainien. Des liens se créent alors, permettant qu'en 2022, lors de l'invasion, les Lebrun accueillent deux jeunes athlètes ukrainiennes, venues en bus via la Moldavie, la Roumanie... et toujours présentes, à ce jour, dans le département.

Récemment mis en relation avec Oleksandr, lui aussi entraîneur mais d'un club situé à l'ouest du pays, à Moukatchevo, près de la Slovaquie, accueillant des athlètes qui ne peuvent, faute de moyens, se rendre à l'étranger, Frédéric Lebrun décide de leur fournir du matériel, des chaussures et des vêtements de sport, et de les leur acheminer. Pour ce faire, il vient de créer l'association «Une piste en avant» et tisse des partenariats avec d'autres

associations mobilisées au profit de l'Ukraine (Du Forez à l'Ukraine, Amitié Loire Ukraine), mais aussi le Secours populaire, le Lion's club du Forez.



Par ailleurs il sollicite des dons, et des aides privées pour financer ce déplacement en fourgon -prêté par un garage montbrisonnais-, auprès de particuliers, de commerçants, de banques, d'établissements scolaires, et par une cagnotte en ligne. Le voyage est prévu du 15 au 24 mars prochain, jusqu'à la frontière slovaque, à Kosice, où l'épouse de l'entraîneur récupérera le contenu du convoi et l'emportera en Ukraine. Au retour, Frédéric Lebrun souhaite rapporter des produits ukrainiens et des objets artisanaux, destinés à être vendus lors de manifestations locales, afin de financer d'autres actions de solidarité pour le club de Moukatchevo, et pourquoi pas d'accueillir une cinquantaine d'athlètes ukrainiens à Andrézieux dans quelques mois.

Le saviez-vous ?

Connaissez vous les monnaies utilisées dans les 7 pays de l'Union européenne non membres de la zone euro ? Ce sont la couronne danoise, le zloty polonais, la couronne suédoise, le leu roumain, la couronne tchèque, le florint hongrois, le lev bulgare.

Idées lecture :



Ukraine : petite histoire d'une longue guerre avec la Russie, du Moyen-Age à nos jours
Mariam Naiem, scénariste ;
Yulia Vus et Ivan Kypibida,
illustrateurs.
Editions Robinson, 2025.

Ecrivaine ukrainienne d'origine afghane, Mariam Naiem s'attache à expliquer les comportements coloniaux de la culture russe envers la culture ukrainienne, depuis des siècles.

Yulia Vus, illustratrice ukrainienne, d'albums et de bandes dessinées, travaille aussi pour des journaux internationaux. Dans ce roman graphique, elle collabore avec Ivan Kypibida, illustrateur connu pour son style alliant classicisme et modernité.

La bande dessinée s'ouvre sur une alerte à la bombe, pendant la nuit. Vika, jeune femme ukrainienne doit respecter le «guide de survie en temps de guerre», dans son appartement puis dans l'abri où elle rejoint d'autres familles. Cette cohabitation et cette promiscuité sont autant de prétextes à évoquer le conflit en cours, à s'interroger sur la définition de génocide, de linguicide et de les resituer dans l'histoire de l'Ukraine, depuis le Moyen-

-Age avec le prince Volodymyr Le Grand. Des hommes, des symboles, des événements ont fait exister et bouger les frontières de l'Ukraine, se retrouver ou se détacher du joug russe jusqu'aux 20ème et 21ème siècles. Avec Staline et l'Holodomor en 1932 et 1933, la pression et la répression des russes se sont accentuées, dans les élections ukrainiennes, dans le rejet du rapprochement avec l'Union européenne, puis avec l'annexion de la Crimée. En réaction, la résistance et l'affirmation de l'identité ukrainienne se sont renforcées, en témoignent notamment la révolution orange en 2004, les protestations Euromaïdan en 2013 et 2014, et la mobilisation depuis 2022. Malgré la dureté du conflit, la volonté du peuple ukrainien de préserver sa souveraineté et retrouver une vie sans bombardements perdure.

Ce roman graphique, au texte documenté, à la qualité esthétique et aux couleurs des illustrations volontairement sombres qui parfois s'affranchissent du cadre des vignettes, resitue la complexité des relations entre l'Ukraine et la Russie à travers les siècles et le combat du peuple ukrainien pour faire reconnaître son identité.

Colette MODION



EuropaLoire



Le Mouvement Européen France est une association créée en 1949.

Transpartisane, elle a pour objectifs de mieux faire connaître l'Europe et de faire vivre un débat public pluraliste.

Elle comporte une branche ouverte aux jeunes de 16 à 35 ans (Jeunes Européens France), désireux de défendre le projet européen.

Pour nous contacter : loire@mouvement-europeen.eu

Directrice de la publication : Marthe-Claire Portran

**Comité éditorial : Colette Modion, Jean-Paul Villié, Pierre Mandon,
Daniel Imbert-Magand, Michel Lefrançois.**

Pour adhérer au Mouvement Européen, ou faire un don : <https://mouvement-europeen.eu/>



**Mouvement
Européen
Loire**